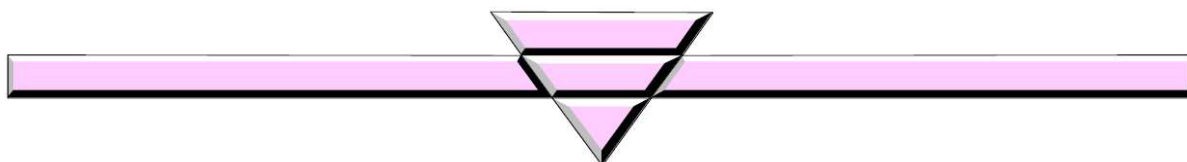


# MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Ministère de la Justice  
Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris  
Département des Affaires Immobilières  
3, avenue de la Division Leclerc  
B.P. 103  
94267 FRESNES CEDEX  
Tél: 01 46 15 93 17



**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES PORTAILS D'ACCÈS  
AUX ATELIERS ET AUX COURS DE PROMENADE.  
MAISON D'ARRÊT DES FEMMES DE FLEURY-MÉROGIS**

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

# **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE 1ER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</u></b>	<b><u>4</u></b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMENTS.....	4
1.2 – TYPE DE MARCHÉ.....	4
1.3 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	4
1.4 – CONDUCTEUR D’OPÉRATION.....	4
1.5 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	4
<b><u>ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES.....</u></b>	<b><u>5</u></b>
2.1- PIÈCES PARTICULIÈRES.....	5
2.2- PIÈCES GÉNÉRALES.....	5
<b><u>ARTICLE 3 : PRIX.....</u></b>	<b><u>5</u></b>
3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX.....	5
3.2 - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX.....	5
3.3 - RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES.....	6
<b><u>ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</u></b>	<b><u>6</u></b>
4.1- GARANTIE FINANCIÈRE.....	6
4.2- AVANCE.....	6
<b><u>ARTICLE 5 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....</u></b>	<b><u>7</u></b>
5.1 - CONTENU DE LA DEMANDE DE PAIEMENT FACTURATION ÉLECTRONIQUE.....	7
5.2 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.....	7
<b><u>ARTICLE 6 : DÉLAI D’EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.....</u></b>	<b><u>8</u></b>
6.1 - DÉLAI D’EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	8
6.2 - PÉNALITÉS POUR RETARD.....	8
6.3- AUTRES PÉNALITÉS.....	8
<b><u>ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE.....</u></b>	<b><u>9</u></b>
7.1 – PRÉSENTATION DU SOUS-TRAITANT.....	9
7.2 - EXAMEN PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DU DOSSIER DE PRÉSENTATION DU SOUS-TRAITANT.....	9
<b><u>ARTICLE 8 : PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 9 : ÉTUDES D’EXÉCUTION.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 10 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L’ACHÈVEMENT DU CHANTIER.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
11.1 - GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER.....	10
11.2 - DOCUMENTS À FOURNIR APRÈS EXÉCUTION.....	10
<b><u>ARTICLE 12 : RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
12.1 - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION.....	10
<b><u>ARTICLE 13 : GARANTIES ET ASSURANCES.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
13.1 - DÉLAIS DE GARANTIE.....	10

<b>13.2 - ASSURANCES.....</b>	<b>10</b>
<b><u>ARTICLE 14 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b><u>ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE.....</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</u></b>	<b><u>11</u></b>

## **Article 1er : Objet de la consultation - Dispositions générales**

### 1.1 - Objet du marché – Emplacements

Le présent projet a pour objet les travaux de remplacement des portails d'accès aux ateliers et aux cours de promenade de la Maison d'Arrêt des Femmes de Fleury-Mérogis.

Le projet prévoit des travaux de pose de poteaux, de vantaux et de structures défensives en aciers.

**Lieu(x) d'exécution :**

**MAISON D'ARRÊT DE FLEURY-MEROGIS**  
7, avenue des Peupliers  
91700 FLEURY-MEROGIS

### **Dispositions générales :**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la notice technique.

### 1.2 – Type de marché

La présente consultation est une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R.2123-1 1° du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour motifs d'intérêt général selon les dispositions de l'article R. 2185-1 et R.2185-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

### 1.3 - Décomposition en tranches et lots

IL n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots

### 1.4 – Conducteur d'opération

La conduite de l'opération est assurée par le Département Patrimoine, Équipement, Rénovation et Modernisation de la Maison d'Arrêt de Fleury-Mérogis.

### 1.5 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptibles d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **Article 2 : Pièces contractuelles**

### 2.1- Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F)
- Le mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre
- La notice technique
- La notice logistique
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- La planche de données techniques n°01
- La planche de données techniques n°02
- La planche de données techniques n°03

### 2.2- Pièces générales

Le marché est également soumis aux pièces générales suivantes :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux issus de l'arrêté du 30 mai 2012

## **Article 3 : Prix**

### 3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 3.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la remise de l'offre et le début d'exécution des prestations.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation,
- I<sub>0</sub> : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- d : mois de début d'exécution des prestations,
- I(d-3) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **BT01 Index du bâtiment – TCE**.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

### 3.3 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

## **Article 4 : Clauses de financement et de sûreté**

### 4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie, cependant, les sommes déjà prélevées ne seront pas remboursées par anticipation.

### 4.2- Avance

Conformément à R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à **10,00 %** du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le montant de l'avance n'est pas à déduire des factures que présentera le titulaire au maître de l'ouvrage.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

***Nota :*** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à R2193-19 Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 au code de la commande publique.

*En cas de déclaration d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché et après versement de l'avance au titulaire, la part de l'avance versée correspondant aux prestations sous-traitées devra être remboursée par le titulaire, et ce même si le sous-traitant n'a pas demandé à bénéficier d'une avance. Cette récupération sera effectuée sur la situation suivant l'acceptation du sous-traitant.*

## **Article 5 : Modalités de règlement des comptes**

### **5.1 - Contenu de la demande de paiement facturation électronique**

Après exécution des prestations, le titulaire adresse sa facture en un exemplaire selon les modalités suivantes :

L'envoi d'une facture sous format électronique exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse , conformément à la loi du 3 janvier 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

L'attention du titulaire est attirée sur la mise en œuvre différée et progressive de cette obligation (passage de la facture papier à la facture électronique obligatoire) qui dépend de la catégorie d'entreprise (grande entreprise, ETI, PME...) dont relève le titulaire.

Le calendrier en est le suivant :

À partir du 1er janvier 2017 : les grandes entreprises et leurs sous-traitants (quelle que soit leur catégorie) et les personnes publiques

À partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (ETI)

À partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (PME)

À partir du 1er janvier 2020 : les micro-entreprises

Dans tous les cas de figure, même sans y être obligé, le fournisseur peut faire le choix d'adopter la facture électronique dès le début du marché.

### **Mentions obligatoires de la facture**

Quel que soit le format utilisé (papier ou électronique), la facture comprend obligatoirement les mentions suivantes :

- 1) le nom et la raison sociale du créancier, la date d'émission de la facture,
- 2) le numéro du marché
- 3) le numéro d'engagement juridique du système d'information comptable transmis par le DAI.
- 4) la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers, le cas échéant
- 5) le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET
- 6) la date ou la période d'exécution des prestations
- 7) le décompte des sommes dues :
  - nature des prestations
  - prix de base hors révision et hors taxes.
- 8) l'indication du taux et du montant de la TVA applicable au moment des prestations ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération, et le numéro de TVA intracommunautaire le cas échéant
- 9) l'indication DAI doit figurer
- 10) tout rabais, remise, ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicables à cette opération.

### **5.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

La déclaration de sous-traitance annexée au contrat précise tous les éléments de l'article R2193-10 à art. R2193-16) du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

#### Modalités de paiement des sous-traitants directs :

Dans le cadre de prestations sous-traitées, dont le montant excède 600€ HT, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur sa facture accompagnée d'une attestation de paiement direct pour les prestations effectuées par le sous-traitant. Celle-ci doit être hors taxe et porter la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier et être libellée à l'attention de la DISP de PARIS. Le titulaire joint également la facture du sous-traitant.

#### Modalités de paiement direct des cotraitants :

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

### **Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, il ne sera procédé à aucune exonération des pénalités, et ce, quel qu'en soit le montant.

#### 6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution maximal de l'ensemble des travaux est stipulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution des travaux débute, à la date fixée sur l'ordre de service prescrivant à l'entreprise titulaire de débiter l'exécution des prestations.

#### 6.2 - Pénalités pour retard

Les pénalités suivantes seront susceptibles d'être appliquées au titulaire

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Retard dans la remise de l'état des lieux	80,00€/jour
Retard dans la remise des études d'exécution	100,00€/jour
Là non tenu du journal de chantier	80,00€/jour
Retard dans l'exécution des prestations	250,00€/jour pendant 8 jours puis 300.00€/jour

#### 6.3- Autres pénalités

Les pénalités suivantes seront susceptibles d'être appliquées au titulaire

<i>Objet de la pénalité</i>	<i>Montant (en Euros)</i>
Non-respect des contraintes et des prescriptions de la notice logistique (horaires, accès etc.)	250€/infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat
Absence aux réunions de chantier	100,00€/abs



## Article 7 : Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants.

Le titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

### 7.1 – Présentation du sous-traitant

Le titulaire présente son sous-traitant, au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement.

**Le titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.**

Le titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales
- Kbis daté de moins de trois mois
- RIB
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du Code du travail.
- Attestation d'assurance

**Le sous-traitant devra fournir un mémoire technique reprenant les éléments mentionnés à l'article 5.2 du règlement de consultation.**

### 7.2 - Examen par le pouvoir adjudicateur du dossier de présentation du sous-traitant

#### 7.2.1- Acceptation des sous-traitants :

Le DAI accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le titulaire doit réaliser une partie significative du marché ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat) ;
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat) ;
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues à l'article 60 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### 7.2.2- Agrément des conditions de paiement :

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le titulaire et le sous-traitant, cependant, le DAI se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du titulaire du marché.

Les sous-traitants acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 Euros TTC.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R2193-10 à art. R2193-16 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et selon les modalités décrites à l'article 5.2 du présent document.

## **Article 8 : Préparation et Coordination des travaux**

La période de préparation est de 2 semaines après notification du marché.

## **Article 9 : Études d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et remis au conducteur d'opération deux semaines après notification.

## **Article 10 : Installation et organisation du chantier**

Les installations de chantier sont décrites à l'article 2/ B- de la notice technique.

## **Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### 11.1 - Gestion des déchets de chantier

Les déchets de chantiers sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché, la dépose des équipements récupérables sont à mettre à disposition du maître d'ouvrage si souhaité par celui-ci.

### 11.2 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le dossier des ouvrages exécutés à compter de la réception des travaux.

Il sera remis un exemplaire papier + un exemplaire sur CD ROM (DAO Autocad 2018 compatible en DXF).

## **Article 12 : Réception des travaux**

### 12.1 - Dispositions applicables à la réception

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le pouvoir adjudicateur aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

## **Article 13 : Garanties et assurances**

### 13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

### 13.2 - Assurances

Le titulaire du marché devra fournir avant la notification du marché un contrat d'assurance, responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **Article 14 : Résiliation du marché**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles L2141-1 à L2141-14 et à l'article L2341-3 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique peut entraîner, par décision du Pouvoir Adjudicateur du marché aux frais et risques du déclarant, la résiliation du marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **Article 15 : Droit et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de MELUN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 16 : Dérogations aux documents généraux**

Les articles désignés ci-après dérogent aux prescriptions du C.C.A.G travaux :

L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 5.1 déroge aux articles 13.1, 13.2 et 13.3 du C.C.A.G Travaux

L'article 6 déroge à l'article 20.4 du C.C.A.G Travaux

L'article 6.2 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 8 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

**Le**

**Lu et approuvé**

**(signature)**